

Espagne

Exemples d'affaires concernant l'Espagne

Castells c. Espagne (23 avril 1992)

Miguel Castells, avocat et sénateur élu de la coalition basque Herri Batasuna, a été condamné à une peine d'emprisonnement en 1983 pour injures au gouvernement pour avoir publié un article dans lequel il tenait ce dernier responsable de l'impunité dont bénéficiaient des groupes armés.

Violation de l'article 10 (liberté d'expression)

López Ostra c. Espagne (9 décembre 1994)

Gregoria López Ostra se plaignait des nuisances causées à elle-même et à sa famille par une station d'épuration d'eaux et de déchets installée à quelques mètres de sa maison.

Non-violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants)

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)

Prado Bugallo c. Espagne (18 février 2003)

José Ramón Prado Bugallo affirmait que sa mise sur écoute téléphonique dans le cadre d'une enquête pour trafic de stupéfiants avait porté atteinte à son droit au respect de sa vie privée. La Cour a relevé que la loi espagnole régissant les écoutes téléphoniques à l'époque des faits comportait de graves lacunes.

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)

Moreno Gómez c. Espagne (16 novembre 2004)

Pilar Moreno Gómez se plaignait des bruits et incidents de tapage nocturne provoqués par les boîtes de nuit installées à proximité de son domicile. Elle en imputait la responsabilité aux autorités espagnoles et soutenait que la pollution sonore en découlant avait porté atteinte au droit au respect de son domicile.

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)

Olaechea Cahuas c. Espagne (10 août 2006)

Adolfo Héctor Olaechea Cahuas, contre qui un mandat d'arrêt international avait été délivré en raison de son appartenance présumée au « Sentier lumineux », a été extradé vers le Pérou en 2003. La Cour a estimé qu'il n'y avait pas assez d'éléments montrant l'existence d'un traitement contraire à l'article 3 du fait de l'extradition. Elle a condamné l'Espagne pour n'avoir pas respecté la mesure provisoire indiquée par la Cour, à savoir ne pas extradier le requérant jusqu'à nouvel ordre.

Non-violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants)

Non-violation de l'article 5 (droit à la liberté et à la sûreté)

Non-violation de l'article 6 (droit à un procès équitable)

Violation de l'article 34 (droit de recours individuel)

Muñoz Díaz c. Espagne (8 décembre 2009)

María Luisa Muñoz Díaz est une ressortissante espagnole appartenant à la communauté rom. Elle dénonçait le refus de lui verser une pension de réversion après le décès de l'homme avec lequel elle s'était mariée selon les rites propres à la communauté rom, avait vécu dix-neuf ans et avait eu six enfants. La Cour a notamment jugé disproportionné que l'Etat espagnol, après avoir reconnu le statut de famille nombreuse, octroyé une couverture de santé à la famille du défunt et perçu ses cotisations à la sécurité sociale pendant plus de 19 ans, ne veuille pas reconnaître les effets du mariage rom de M^{me} Muñoz Díaz en matière de pension de réversion.

Violation de l'article 14 (interdiction de la discrimination) combiné avec l'article 1 du Protocole n° 1 (protection de la propriété)

Exemples de mesures individuelles

Castillo Algar c. Espagne (28 octobre 1998)

→ La condamnation du requérant a été radiée de son casier judiciaire.

Iglesias Gil et A.U.I. c. Espagne (29 avril 2003)

→ Peu après l'introduction de la requête, l'enfant a été rendu à sa mère, qui est désormais en mesure d'exercer son droit de garde.

Conseil de l'Europe

Adhésion : 24 novembre 1977

La Convention

Signature : 24 novembre 1977

Ratification : 4 octobre 1979

Juge en fonction

Luis LÓPEZ GUERRA

Historique des juges

Javier BORREGO BORREGO (2003-2008)

Antonio PASTOR RIDRUEJO (1998-2003)

José María MORENILLA (1990-1998)

Juan Antonio CARRILLO SALCEDO

(1986-1989)

Eduardo GARCÍA DE ENTERRIA (1978-1986)

Premier arrêt

Barberà, Messegué et Jabardo c. Espagne

(6 décembre 1988)

La Cour et l'Espagne au 1^{er} janvier 2011

Nombre total d'arrêts : 91

Arrêts de violation : 56

Arrêts de non-violation : 31

Autres arrêts : 4

Décisions d'irrecevabilité : 6 059

Requêtes pendantes : 980

Exemples de mesures générales

Castells c. Espagne (23 avril 1992)

Condamnation d'un sénateur pour injures au gouvernement.

→ La preuve de la véracité des faits est acceptée dans les procédures en diffamation. Le Tribunal constitutionnel a confirmé l'applicabilité directe de la jurisprudence de Strasbourg en droit interne.

Iglesias Gil et A.U.I. c. Espagne

(29 avril 2003)

Les autorités n'ont pas pris les mesures adéquates pour assurer l'exécution rapide des décisions de justice rendues en faveur de la requérante après l'enlèvement de son fils par le père de l'enfant.

→ Aggravation des peines prévues dans le code pénal pour la soustraction d'enfants, en vue d'assurer un meilleur respect des droits de garde des parents.

Perote Pellon c. Espagne (25 juillet 2002)

Absence d'impartialité des juges ayant rejeté au stade de l'instruction des recours formés par le requérant et ayant statué par la suite sur le fond de l'affaire.

→ Amélioration des garanties concernant la composition des tribunaux militaires et les règles de procédures applicables aux juges qui y siègent, afin qu'un juge ayant siégé en première instance ne soit appelé à siéger en appel.